

NOTE SUR LA POLITIQUE MONETAIRE

2^e trimestre de l'exercice fiscal 2022-2023

(Janvier – Mars 2023)

WWW.BRH.HT



SPIH

OBLIGATIONS BRH
Ak obligasyon BRH, tout jan w genyen!

**FONDS BRH
POUR LA RECHERCHE
ET LE DÉVELOPPEMENT**

 **@BRHHaiti**



Table des matières

1. VUE D'ENSEMBLE	2
2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL	2
2.1. ÉCONOMIE MONDIALE	2
2.2. ÉCONOMIE HAÏTIENNE.....	4
SECTEUR RÉEL	4
SECTEUR EXTERNE ET FINANCES PUBLIQUES.....	5
3. DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU DEUXIEME TRIMESTRE 2023	8
4. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU DEUXIEME TRIMESTRE 2023	9
5. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR FINANCIER	9
5.1. SYSTÈME BANCAIRE.....	9
RÉPARTITION DU CRÉDIT PAR CATÉGORIE, GENRE ET RÉGION GÉOGRAPHIQUE.....	11
6. PERSPECTIVES.....	12

1. VUE D'ENSEMBLE

Au deuxième trimestre de l'exercice fiscal 2022-2023, la conjoncture a été marquée, sur le plan international, par la poursuite des politiques de resserrement monétaire des principales banques centrales en vue de ramener leur taux d'inflation à des niveaux davantage proches des cibles fixées. Les périodes prolongées de taux d'intérêt quasi-nuls et de liquidités abondantes entre 2020 et 2021 ont encouragé l'effet de levier par certains agents financiers ainsi que la prise de risques sur les marchés de crédit¹. Ces risques ont été mis en évidence par les événements survenus au Royaume-Uni en 2022 et les récentes tensions observées dans les systèmes bancaires des États-Unis et de la Zone Euro. Ce contexte a contribué à alimenter les incertitudes relatives à la croissance de l'économie mondiale en dépit d'une évolution favorable des marchés du travail.

Sur le plan national, la dégradation continue du climat des affaires, liée à celle des conditions de sécurité délétores, s'est traduite par le fonctionnement de certains établissements commerciaux à horaire réduit et d'importantes difficultés confrontées notamment par de nombreuses petites et moyennes entreprises (PME). De même, des compagnies au niveau de la région métropolitaine ont subi des pertes importantes en ressources humaines, une situation qui a été exacerbée par la mise en place des programmes humanitaires d'émigration. À cela viennent s'ajouter la faible performance du secteur agricole et la persistance des problèmes au niveau des circuits d'approvisionnement des marchés à travers le pays. Ces développements se sont reflétés au niveau des pressions inflationnistes dans l'économie et les tensions sur le marché des changes.

Ainsi, la Banque centrale a décidé de moduler sa politique en utilisant les outils conventionnels dont l'émission de bons BRH et les interventions sur le marché de changes afin de mitiger l'impact des fluctuations indésirables du taux de change et des cours internationaux sur l'évolution des prix et sur la stabilité macroéconomique en général.

2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL

2.1. ÉCONOMIE MONDIALE

Les dernières statistiques relatives à la conjoncture économique internationale ont fait ressortir un ralentissement de l'activité à la fois dans les économies avancées et émergentes. Les récentes projections du Fonds Monétaire International (FMI) tablent sur une croissance de 2,8 % du PIB mondial, soit 40 points de base de moins que les prévisions d'octobre 2022. Pour les États-Unis, la Réserve fédérale (Fed) anticipe une croissance autour de 1,6 %. Parallèlement, l'inflation s'est établie à 5 % en mars 2023 contre 6,4 % en décembre 2022, poussant la Fed à

¹ Le retrait massif des mesures de relance monétaire aux États-Unis et dans la Zone Euro comme une source potentielle de tensions pour le système financier mondial (*European systemic risk Board*).

relever, de 25 points de base, son taux directeur (4,75 % - 5 %), malgré les turbulences² prévalant dans le secteur bancaire³. Au niveau du marché du travail, la tendance a été maintenue, bien que le taux de chômage ait enregistré une légère hausse en passant de 3,5 % à la fin du trimestre précédent à 3,6 % en février 2023.

En ce qui concerne l'économie de la Zone Euro dont la taille s'est élargie après l'intégration de la Croatie en janvier 2023, les perspectives de croissance se sont légèrement améliorées (0,8 % contre 0,5 % précédemment) en raison de la modération des prix de l'énergie. Le taux d'inflation a aussi décéléré, pour atteindre 8,5 % en février 2023. Néanmoins, la Banque centrale européenne (BCE) a augmenté de 50 points de base son taux de refinancement, le portant à 3,5 %. Ces récents développements n'ont pas vraiment impacté le marché du travail, le taux de chômage en février 2023 étant au même niveau qu'en décembre 2022, à 6,6 %.

Dans les principales économies émergentes, la croissance en 2023 est attendue à 3,7 % (soit le même taux qu'en 2022). Au niveau de l'Amérique latine et des Caraïbes, les projections du FMI montrent une croissance de 1,8 % en 2023 (+0,1 point de pourcentage par rapport aux prévisions d'octobre 2022) soutenue par une absorption interne entretenue par des mesures de soutien budgétaire dans certains pays de la région. Pour la République dominicaine, un ralentissement de la croissance a été observé sous l'effet d'une modération de la vigueur de la demande intérieure liée à une baisse de l'investissement en raison de la contraction des activités de construction. En effet, en janvier 2023, l'indicateur conjoncturel d'activité économique (IMAE) s'est accru de 0,4 %, soit 2,9 points de pourcentage de moins par rapport à décembre 2022. Ainsi, la Banque centrale dominicaine a laissé inchangé son taux d'intérêt directeur à 8,5 %, étant donné que l'inflation converge vers la cible de 4 % $\pm$ 1 % en s'établissant à 5,9 % en février 2023 contre 7,83 % en décembre 2022.

Pays et Région / Indicateurs	Projection de croissance*	Taux d'inflation**	Taux de chômage
États-Unis	1,6 %	5 % *	3,6 % **
Zone Euro	0,8 %	8,5 %	6,6 % **
République dominicaine	4,2%	5,9 %*	4,8 % ***

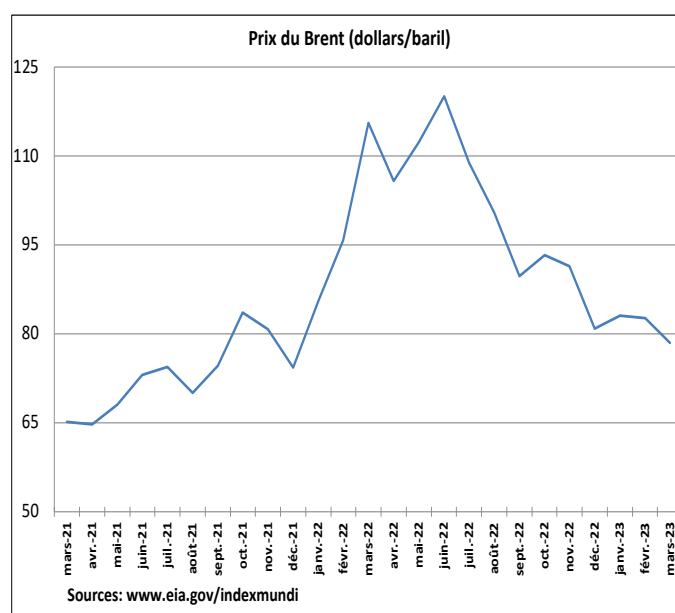
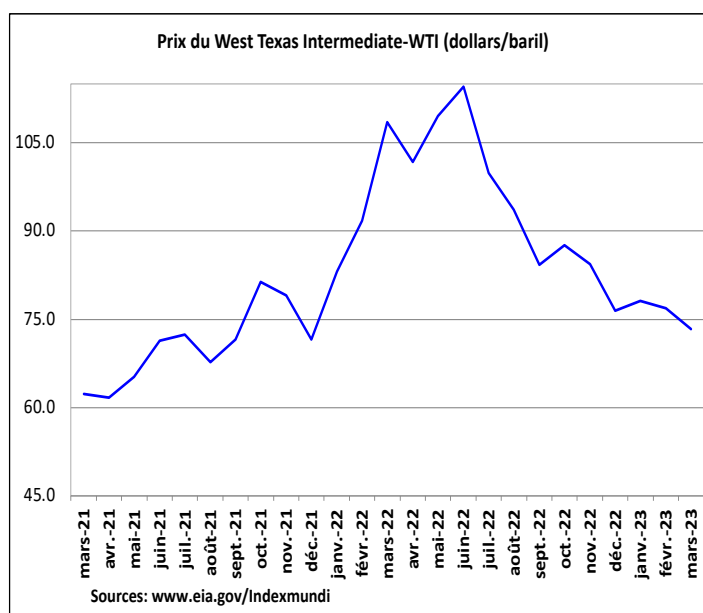
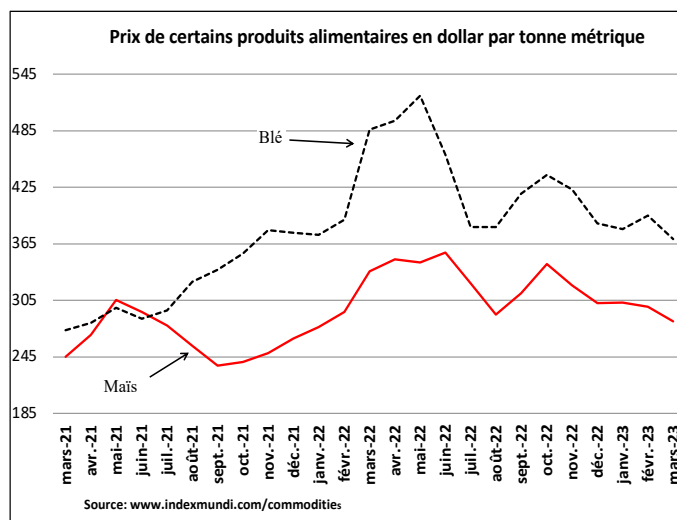
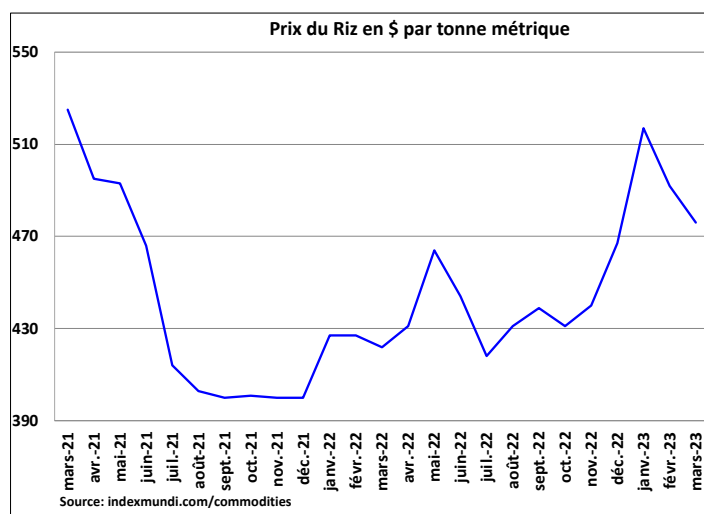
*Projections de Mars 2023 – Source : FMI | **Février 2023 – Sources : BLS, Eurostat, BCRD | ***Décembre 2022

S'agissant de l'évolution des prix des produits de base sur le marché international, l'indice FAO des prix des produits alimentaires a enregistré des replis mensuels consécutifs depuis avril 2022. Il s'est porté à 126,9 en mars 2023, affichant un recul de 3,72 % par rapport à décembre 2022. Les prix des produits pétroliers ont progressé sur les deux (2) premiers mois du trimestre sous revue avant de connaître un recul en mars 2023, sous l'effet des anticipations de ralentissement de la demande mondiale induite par la poursuite du durcissement des conditions de

² Ainsi, dans le souci de préserver la stabilité du système financier américain, outre la fenêtre de liquidité traditionnelle (discount window), la Fed a introduit un dispositif dénommé Bank Term Funding Program (BTFP) permettant aux acteurs financiers vulnérables à une situation de panique bancaire (Bank run) d'accéder à des financements de court-terme.

³ La Silicon Valley Bank, la Signature Bank et la Silvergate Bank sont tombées en faillite en mars 2023 alors que Crédit Suisse, une banque européenne d'importance systémique à l'échelle mondiale, est en mauvaise santé financière.

financement. Ainsi, le cours du baril de Brent est passé de 80,90 dollars ÉU en décembre 2022 à 82,71 dollars ÉU en février pour atteindre 78,53 dollars ÉU en mars 2023.



2.2. ÉCONOMIE HAÏTIENNE

SECTEUR RÉEL

Au deuxième trimestre de l'exercice 2022-2023, l'évolution du secteur réel a été empreinte de l'accentuation des chocs socioéconomiques. Au-delà de la persistance des épisodes de rareté de carburant, les problèmes au niveau des circuits d'approvisionnement des marchés se sont traduits par des difficultés pour les entreprises commerciales et industrielles de trouver les intrants nécessaires, ce qui a amplement affecté leur capacité productive et leur solvabilité financière⁴. Face à cette situation, de nombreuses compagnies ont été obligées de fonctionner à horaire

⁴ Les prêts non performants ont représenté 11,04 % du portefeuille de prêts bruts contre 7,82 % un an plus tôt.

réduit alors que d'autres, notamment des PME, ont dû fermer leurs portes. D'autres entreprises de la région métropolitaine de Port-au-Prince ont exprimé leurs préoccupations par rapport aux implications pour leur fonctionnement de la perte de capital humain, en raison de l'insécurité et des programmes humanitaires d'émigration. Au niveau du secteur agricole, la production a été impactée par la faible performance des campagnes agricoles d'automne et d'hiver résultant de la sécheresse de septembre à décembre 2022. Ce secteur est également affecté par le climat d'insécurité qui sévit dans certaines régions clés pour la production alimentaire dont l'Artibonite.

Du côté de la demande, la baisse des activités génératrices de revenus s'est jointe à la diminution des transferts privés sans contrepartie, affectant négativement la consommation des ménages. S'agissant des investissements, ils ont pâti du faible niveau d'exécution des dépenses publiques de capital (seulement 8,2 % sur l'exercice) et du comportement attentiste des acteurs du secteur privé relatif à la détérioration continue du climat des affaires.

En dépit de l'évolution des principales composantes de la demande, les chocs d'offre et les problèmes liés à la circulation des biens et des personnes (dans le cas des services) ont contribué au maintien à des niveaux élevés des prix dans l'économie. En effet, le taux d'inflation annuel est passé de 48,3 % en décembre pour s'établir à 48,2 % en février 2023 puis à 48,3 % en mars 2023. Toutefois, un ralentissement a caractérisé le comportement de l'inflation mensuelle qui s'est chiffrée à 1,7 % en mars 2023 après 2,9 % et 6,3 % respectivement en décembre et septembre 2022. Cette hausse des prix jointe à la baisse des revenus générés découlant de l'atonie de l'activité économique a exacerbé l'effritement du pouvoir d'achat des ménages haïtiens. Conséquemment, 4,9 millions de personnes, soit près de la moitié de la population haïtienne se retrouve en situation d'insécurité alimentaire et nécessite une assistance urgente, selon la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA)⁵.

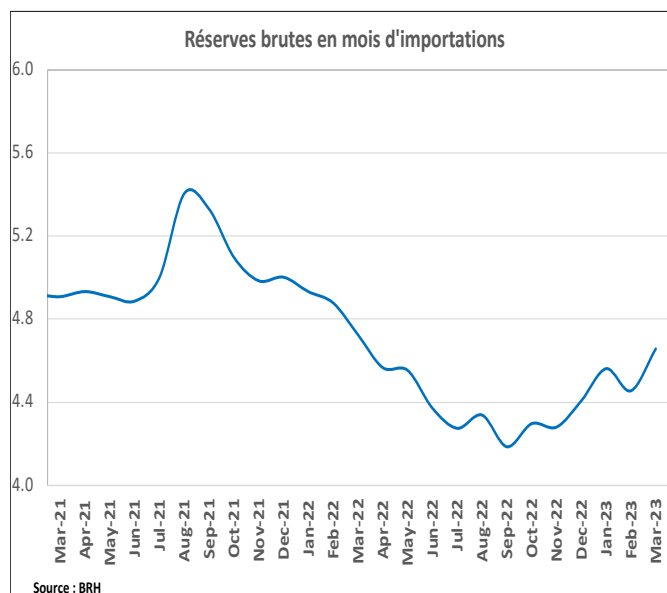
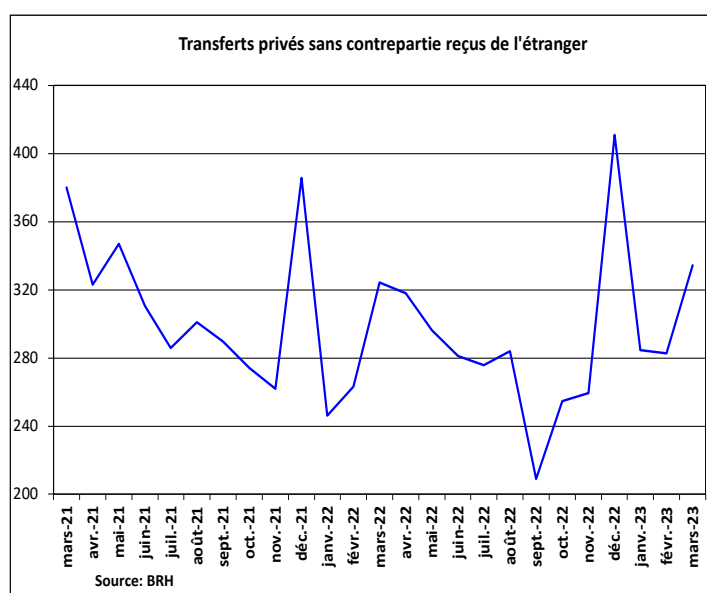
SECTEUR EXTERNE ET FINANCES PUBLIQUES

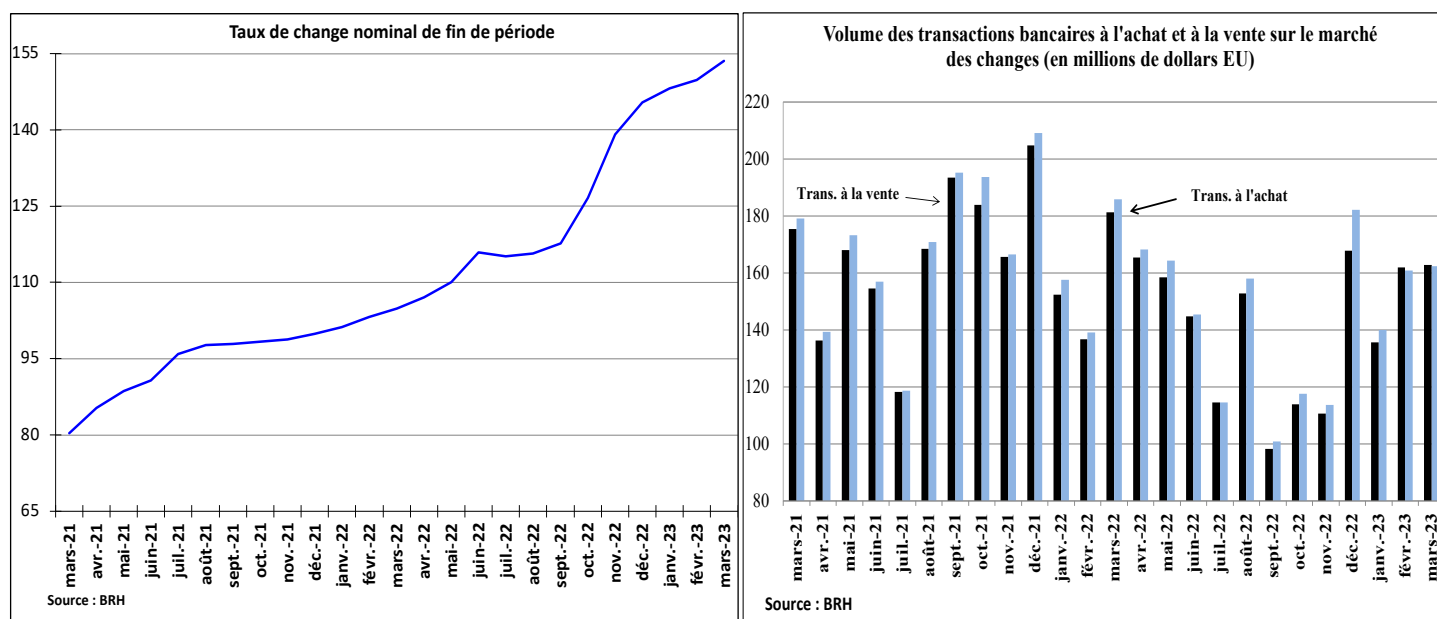
L'analyse des données des comptes extérieurs a fait ressortir une détérioration de la balance commerciale et un tassement des transferts privés sans contrepartie. Sur les 5 premiers mois de l'exercice en cours, le solde commercial s'est dégradé de 8,2 % en raison notamment de la baisse des exportations et d'une relative stagnation des importations. La valeur des produits exportés a atteint 370,43 millions de dollars ÉU, soit une diminution de 21,6 % par rapport à la même période de l'exercice 2021-2022. Les importations, pour leur part, n'ont reculé que de 0,1 % en glissement annuel pour se porter à 1,71 milliard d'octobre 2022 à février 2023 à la faveur d'un repli de la valeur importée de produits pétroliers (-19,74 %), des machines et matériels de transport (-15,24 %) et des produits manufacturés (-6,63 %). La baisse observée au niveau de ces catégories de produits a été partiellement contrebalancée par la hausse de 39,73 % de la valeur des importations de biens alimentaires.

⁵ Rapport de Mars 2023

S'agissant des transferts privés sans contrepartie, la tendance à la baisse qui a caractérisé le trimestre passé, s'est poursuivie au cours du deuxième trimestre 2023. Ils ont reculé de 5,7 % en glissement annuel pour atteindre 1 826,91 millions de dollars ÉU sur les 6 premiers mois de l'exercice. Cette évolution des transferts a reflété le maintien de l'inflation à des niveaux élevés en dépit de sa décélération, et le ralentissement de l'activité économique dans les pays expéditeurs, affectant le budget des ménages de la diaspora haïtienne. De plus, il faut aussi prendre en compte l'accélération des mouvements migratoires en raison de la dégradation des conditions de sécurité dans le pays et la mise en place de programmes humanitaires en faveur des haïtiens.

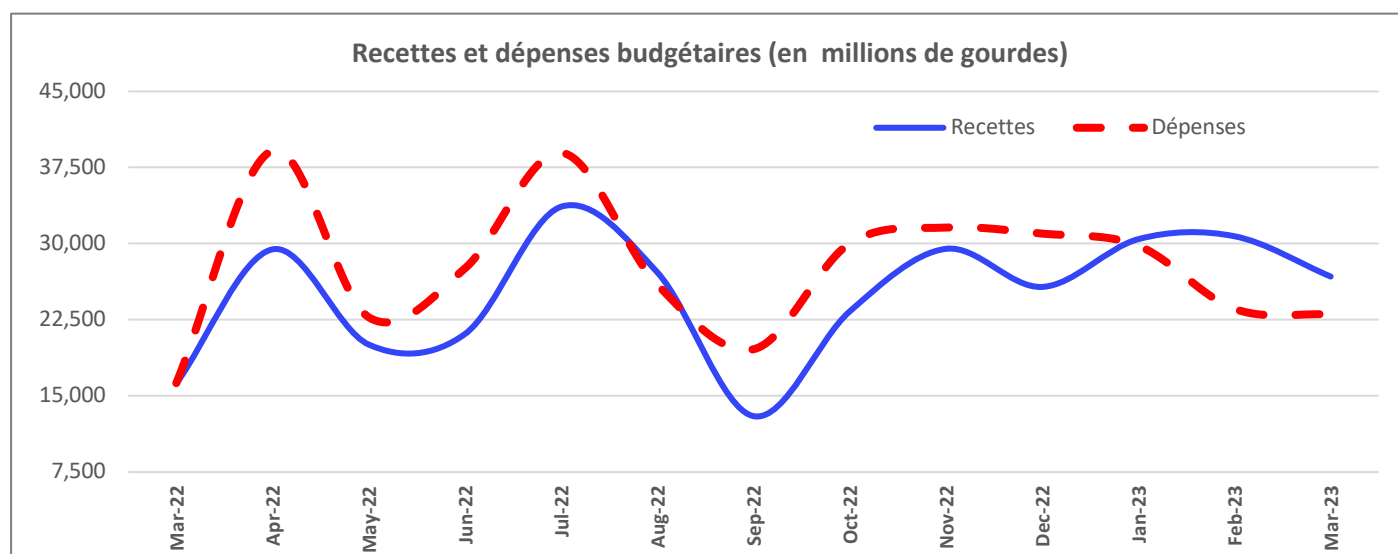
La baisse de l'offre de devises sur le marché des changes liée à celle des transferts privés, combinée au renforcement des anticipations négatives des agents qui ont alimenté leur demande à des fins de précaution, a conduit à une poursuite de la dépréciation de la gourde. Toutefois, le rythme de dépréciation de la monnaie locale a significativement ralenti par rapport au trimestre précédent. En effet, le taux de change de référence est passé de 145,37 gourdes fin décembre 2022 à 153,60 gourdes fin mars 2023, soit une augmentation de 5,66 % contre une hausse de 23,50 % le trimestre précédent.





Sur le plan des finances publiques, le deuxième trimestre de l'exercice 2022-2023 a été marqué par la poursuite de l'amélioration de la performance de l'État dans la collecte de recettes, une évolution contenue des dépenses engagées et un moindre recours au financement de la Banque centrale. En dépit de la baisse de l'activité économique et la prévalence des troubles socio-politiques et sécuritaires, les recettes collectées ont dépassé de près de 9 511,7 millions de gourdes (MG) les niveaux prévus dans le budget pour atteindre 50 525,3 MG entre janvier et mars 2023, reflétant un bond de 52,9 % par rapport au trimestre précédent. Cette évolution des recettes a été le résultat d'un renforcement des mesures de contrôle douanier et de la mise en œuvre d'un ensemble de mesures administratives dont l'ajustement des prix des produits pétroliers à la pompe à la fin de l'exercice précédent. S'agissant des décaissements, ils ont décliné de près de 16,4 % en variation trimestrielle pour atteindre 76 937,1 MG dont 39 485,1 MG de dépenses budgétaires.

Avec une telle performance, le poids relatif des recettes collectées sur l'exercice dans les ressources totales de l'État (166 501,9 MG) est passé à 50,2 % contre 39,8 % un an plus tôt. Les autres ressources utilisées par l'État renvoient notamment aux émissions de billets de trésorerie, dont l'encours a atteint 81 548 MG. Parallèlement, les décaissements effectués ont totalisé 169 001 MG dont 51,7 % de dépenses budgétaires. Ainsi, l'analyse des opérations budgétaires et de trésorerie a permis de faire ressortir un déficit de 2 499,13 MG contre 11 005,8 MG un trimestre plus tôt. En outre, le financement de la Banque centrale à l'État a amplement baissé, atteignant 4 869 MG et représentant 14,8 % du montant total prévu sur l'exercice.



3. DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU DEUXIEME TRIMESTRE 2023

La posture imprimée à la politique monétaire de la BRH au cours du deuxième trimestre de l'exercice fiscal 2023 s'est inscrite dans une logique de réduction de la transmission des effets indésirables du change sur l'inflation, tout en évitant de pénaliser l'activité économique qui pâtit déjà des effets cumulés de plusieurs chocs défavorables. Ainsi, tout en gardant le statu quo au niveau des taux directeurs, la Banque centrale a poursuivi sa politique de reprise systématique de la liquidité excédentaire dans le système bancaire à partir des bons BRH et des interventions sur le marché des changes. En effet, les taux d'intérêt sur les bons BRH ont été gardés inchangés par rapport à leur niveau de septembre 2022, soit 6 %, 8 % et 11,5 % pour les maturités de 7, 28 et 91 jours respectivement. L'encours de ces titres a, toutefois, diminué, passant de 900 MG en décembre 2022 à 700 MG en mars 2023, reflétant la baisse du financement monétaire considéré comme l'une des sources d'alimentation de la liquidité en gourdes.

S'agissant des taux de mise en pension, ils sont restés à 17 % pour les bons BRH et à 14 % pour les bons du trésor. Pour leur part, les taux de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes et en dollars ont été maintenus, respectivement à 40 % et 53 % pour les banques commerciales et à 28,5 % et 41,5 % pour les banques d'épargne et de logement (BEL).

En termes nets, les interventions de la BRH sur le marché des changes se sont soldées par des acquisitions de 58,22 millions de dollars ÉU. Ce résultat reflète la nécessité de poursuivre le renforcement du coussin de réserves nettes de change afin de les porter à un niveau susceptible de permettre à la Banque centrale d'intervenir au moment opportun sur le marché des changes. Les émissions d'obligations BRH ont permis de limiter la progression de la demande de dollars aux fins de précaution, l'encours de ces titres ayant atteint 7 142,94 MG au 31 mars 2023.

4. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU DEUXIEME TRIMESTRE 2023

L'évolution des agrégats monétaires au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2023 est, en grande partie, liée à l'amélioration de la situation des finances publiques traduite par la baisse des créances nettes de la BRH sur le gouvernement central. Les données préliminaires pour le deuxième trimestre 2023 témoignent d'une contraction de la base monétaire au sens restreint et d'une décélération du rythme de croissance de la base au sens large⁶. Au 31 mars 2023, la monnaie centrale au sens strict s'est repliée de 2,25 % après une hausse de 8,80 % au trimestre précédent. Sur la même période, la base monétaire au sens large a progressé de 5,31 %, soit une décélération de 9,9 points de pourcentage par rapport au premier trimestre. Le ralentissement de la croissance de la base monétaire au sens large a résulté principalement du comportement favorable des créances nettes de la BRH sur l'État (-3,2%). Ce repli a également été influencé par le recul de 8,9 points de pourcentage de la croissance des avoirs extérieurs nets (AEN) de la BRH exprimés en gourdes à 23,87 %, en dépit d'une hausse de 17,23 % de leur valeur en dollars.

En ce qui concerne la masse monétaire M3, les données disponibles pour février 2023 font état d'une croissance de 2,39 % par rapport à décembre 2022 la portant ainsi à 737,37 milliards de gourdes. Cette progression du total des moyens de paiements dans l'économie a été le résultat d'une hausse des avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire découlant d'un accroissement de 21,74 % des réserves nettes de change de la BRH. Cette évolution des AEN a pu contrebalancer la contraction de 1,39 % du crédit intérieur net liée notamment à celle du crédit au secteur public non financier (-1,51 %).

5. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR FINANCIER

5.1. SYSTÈME BANCAIRE

Les statistiques du système bancaire au 28 février 2023 font ressortir une évolution favorable du produit net bancaire et de la rentabilité soutenue par une légère amélioration de la qualité de l'actif. L'actif du système a connu un accroissement de 1,5 % par rapport au premier trimestre de l'exercice en cours pour s'établir à 692,97 milliards de gourdes. Cette hausse est attribuable à la progression simultanée des autres actifs (+4 %), de l'encaisse (+60 %), des bons BRH (+39 %) et des autres placements (+4 %). Parallèlement, l'évolution des ressources durant le mois de février a été marquée principalement par l'accroissement des dépôts totaux du système. Ces derniers ont atteint 570,94 milliards de gourdes, soit une progression de 1,21 % par rapport à décembre 2022. Cette croissance des dépôts est imputable à celle enregistrée au niveau de toutes les catégories dont les dépôts à vue (+2 %), ceux d'épargne (+0,18 %) et à terme (+1,2 %). Toutefois, il en est ressorti une légère détérioration du taux

⁶ La base monétaire au sens strict se compose de la monnaie en circulation et des dépôts en gourdes de banques commerciales à la BRH. La base monétaire au sens large, pour sa part, inclut la monnaie en circulation, les dépôts en gourdes et en dollars des banques commerciales et institutions financières non bancaires à la BRH ainsi que l'encours des bons BRH.

d'intermédiation, en témoigne le ratio « Prêts bruts sur dépôts totaux » qui s'est établi à 29,7 % en février 2023 contre 30,77 % au 31 décembre 2022.

D'octobre 2022 à février 2023, le système bancaire a généré un produit net bancaire (PNB) totalisant environ 17,22 milliards de gourdes, soit une progression annuelle de 45,6 %. Cette hausse du PNB résulte de la bonne performance des revenus nets d'intérêt et des « autres revenus » qui se sont accrus respectivement de 38,5 % et de 53,7 % sur un an. Ces deux postes représentent respectivement 53,4 % et 46,7 % du PNB. Considérant la croissance plus accélérée du produit net bancaire par rapport à celle des dépenses d'exploitation qui se sont portées à 9,18 milliards de gourdes (+22,1%), le bénéfice net cumulé sur la période a atteint 5,46 milliards de gourdes contre 2,93 milliards de gourdes un an plus tôt.

L'analyse des ratios clés du système bancaire a fait ressortir une légère amélioration de la qualité du portefeuille du crédit avec un repli de 6 points de base du coefficient d'arrérage. Le ratio « prêts improductifs en pourcentage des prêts bruts » est passé de 10,94 % de décembre 2022 à 10,88 % en février 2023 alors que le ratio « provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs » a augmenté de 3,03 points de pourcentage à 60,27 %.

Les ratios de rentabilité ont montré qu'il y a eu une nette amélioration de cet aspect pour le système bancaire. En termes cumulés, le rendement de l'actif (ROA) a crû, passant de 1,33 % sur la période d'octobre 2021 à février 2022 à 2,01 % au cours de la même période de l'exercice en cours. Le rendement des fonds propres (ROE) s'est également accru, se fixant à 27,27 % pour le cumul des cinq (5) premiers mois de l'exercice 2022-2023 contre 17,16% un an plus tôt.

S'agissant de la structure financière, une progression du poids de l'avoir des actionnaires dans l'actif a été enregistrée, avec un ratio passant de 7,14 % en décembre 2022 à 7,34 % au terme du deuxième mois du trimestre sous étude. De même, le ratio « dépôts en pourcentage de l'actif », qui s'était fixé à 82,63 % en décembre 2022, a atteint 82,39 % au mois de février 2023.

En ce qui concerne les taux d'intérêt bancaires, pour les opérations en devise, les taux sur les dépôts à terme sont passés de 0,68 % au premier trimestre de l'exercice à 0,17 % en février 2023, tandis que ceux sur les prêts se sont portés à 11 % en février, après avoir atteint 11,50 % au premier trimestre de l'exercice en cours.

Dans le même temps, le spread bancaire a baissé à 9,18 % au 28 février 2023 contre 9,35 % en décembre 2022. Au niveau des opérations en gourdes, les taux d'intérêt sur les dépôts à terme ont reculé de 0,25 point de pourcentage pour se porter à 4,75 % au premier mois de ce trimestre. D'un autre côté, le coût du crédit sur les transactions en monnaie locale a connu une certaine baisse, les taux d'intérêt ont atteint 12,50 % au 28 février 2023 contre 14 % au trimestre passé. Néanmoins, le crédit net en monnaie locale s'est contracté de 7,54 % par rapport au premier trimestre

pour s'établir à 66,4 milliards de gourdes au 28 février 2023. De même, sur la période sous étude, le portefeuille de crédit net global a enregistré un repli de 2,72 % pour atteindre 158,30 milliards de gourdes.

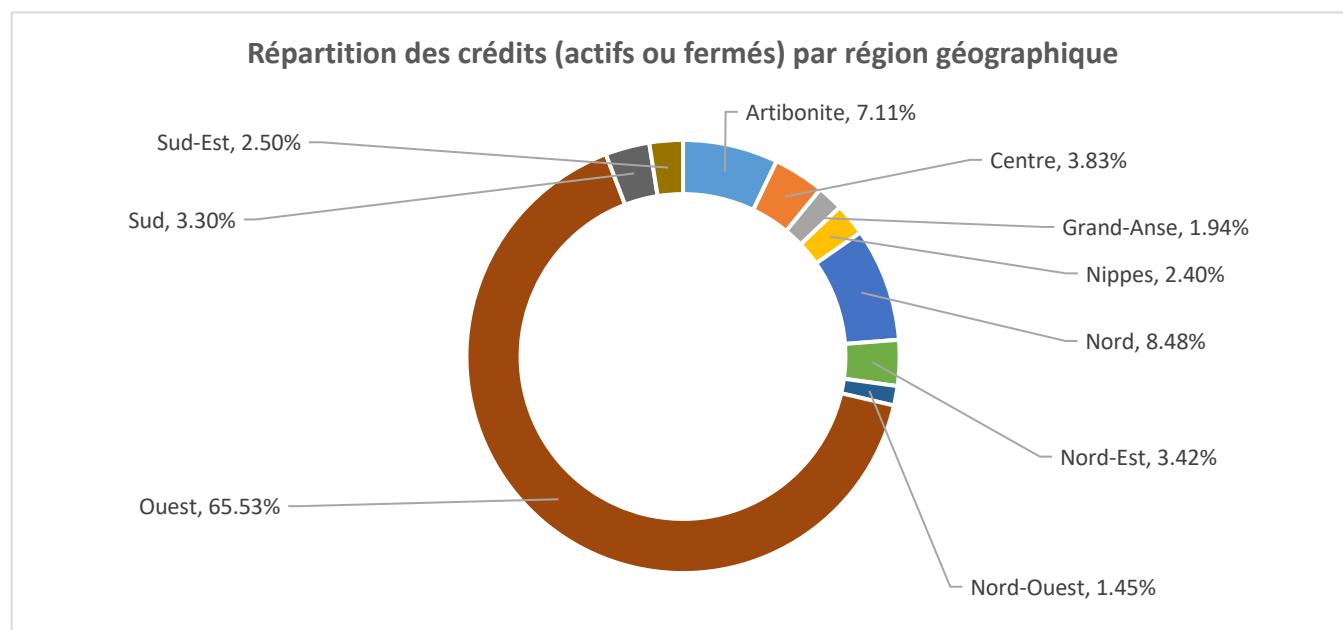
Par ailleurs, les anticipations négatives liées à la conjoncture socio-politique et la dégradation du climat sécuritaire dans le pays ont renforcé la demande de dollars pour des motifs de précaution. Cette dernière s'est reflétée dans l'évolution à la hausse de la dollarisation du système bancaire. Ainsi, les dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux ont accéléré, atteignant 72,3 % en février contre 71,7 % au trimestre antérieur. Le ratio « portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux » s'est fixé à 58,1 %, en hausse de 2,2 points de pourcentage par rapport au premier trimestre de cet exercice.

Ratios clés du système bancaire	Au 31 décembre 2022	Au 28 février 2023
Ratios de rendement des prêts bancaires		
Provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs	57,24 %	60,27 %
Prêts improductifs en pourcentage des prêts bruts	10,94 %	10,88 %
Ratios de rentabilité bancaire	Octobre 2021 - février 2022	Octobre 2022 -février 2023
Rendement des prêts productifs	10,42 %	11,05 %
ROA	1,33 %	2,01 %
ROE	17,16 %	27,28 %
Niveau de dollarisation du système	Au 31 décembre 2022	Au 28 février 2023
Dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux	71,67 %	72,34 %
Portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux	55,87 %	58,10 %

RÉPARTITION DU CRÉDIT PAR CATÉGORIE, GENRE ET RÉGION GÉOGRAPHIQUE

Les statistiques collectées par le Bureau d'information sur le crédit (BIC) des banques commerciales et de certaines institutions financières non-bancaires, ont montré qu'au 28 février 2023, la part du crédit allouée aux entreprises (personnes morales) s'est chiffrée à 69,58 % contre 66,4 % un trimestre précédent. Analysée en tenant compte des monnaies, la répartition du portefeuille de crédit aux entreprises a fait ressortir que les établissements de crédit ont octroyé aux entreprises 34,4 % de prêts en dollars ÉU et 65,6 % de prêts en gourdes. S'agissant de l'encours des crédits aux personnes physiques, les données ont révélé que le poids relatif de ceux accordés aux femmes a reculé, passant de 35,94 % en décembre 2022 à 30,6 % en février 2023.

La ventilation par région géographique a relevé qu'en dépit du climat défavorable des affaires, le département de l'Ouest (69,73 % en février 2023 contre 65,53 en décembre 2022) continue d'être le principal bénéficiaire du portefeuille de prêts des établissements de crédit. Il est suivi des départements du Nord (8,03 %) et de l'Artibonite (5,96 %). Prises ensemble, ces trois régions comptent pour 83,72 % de l'encours des prêts au 28 février 2023, soit 2,6 points de pourcentage de plus que le trimestre précédent.



6. PERSPECTIVES

Les perspectives à court terme pour l'économie haïtienne demeurent mitigées. La consommation pourrait connaître un certain rebond avec l'utilisation future des fonds reçus dans le cadre de la facilité de crédit rapide (*Food Shock Window* - FSW) pour la mise en œuvre de programmes de lutte contre l'insécurité alimentaire. De même, les transferts privés sans contrepartie devraient enregistrer une augmentation saisonnière en raison de la période de retour d'impôts notamment aux États-Unis.

Néanmoins, une détérioration continue des conditions sécuritaires risque d'amplifier les effets négatifs des goulots d'étranglement au niveau des chaînes d'approvisionnement sur les activités de production locale et par conséquent sur l'inflation. Cette situation pourrait être, d'une part, défavorable au rétablissement de la confiance des agents économiques, laquelle est nécessaire aux projets d'investissement dans l'économie. D'autre part, elle risque d'alimenter davantage les anticipations négatives des agents et générer ainsi des tensions additionnelles sur le marché des changes.

Dans ce contexte, la BRH s'assurera de suivre et d'analyser les développements de la conjoncture nationale et internationale afin de prendre les mesures appropriées visant la stabilité des prix et du système financier.